



Réforme de la procédure civile – Que retenir pour les entreprises ?

La réforme phare de la procédure civile est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 après avoir été publiée au Journal Officiel seulement 15 jours plus tôt. Elle va sans nul doute susciter beaucoup de jurisprudence au regard de tous les changements effectués. Voici quatre points à retenir qui apparaissent essentiels dans le cadre de la défense de nos clients.

L'exécution provisoire de droit : source d'insécurité pour les entreprises

Alors qu'elle était jusque-là d'exception, l'exécution provisoire des décisions de justice est devenue de droit pour toutes les instances introduites dans le domaine du droit civil depuis le 1er janvier 2020. Seules y échappent les décisions rendues en matière de nationalité, de rectification et d'annulation judiciaire des actes d'état civil, d'adoption et de filiation. De la même manière, l'exécution provisoire n'est pour l'heure pas étendue aux décisions rendues par les conseillers prud'homains ainsi que par les tribunaux de commerce et judiciaires pour les décisions relatives à la faillite personnelle et l'interdiction de gérer.

Suivant les dispositions des articles 514-1 à 514-6 du Code de Procédure Civile, l'exécution provisoire sera écartée par le juge statuant au fond lorsqu'elle est "incompatible avec la nature de l'affaire" ou qu'elle risque d'entraîner des "conséquences manifestement excessives". En cas d'appel, elle pourra être suspendue uniquement s'il existe un moyen sérieux d'annulation ou de réformation et que l'exécution provisoire risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives. Concrètement, cela signifie qu'à défaut de s'opposer expressément et de manière motivée à l'exécution provisoire dès les écritures de première instance, celle-ci sera ordonnée d'office par le juge.

Si on aperçoit timidement l'objectif du décret qui souhaite donner du poids aux modes alternatifs de règlement des litiges, cette réforme est également synonyme d'insécurité financière pour les entreprises face à une justice de première instance souvent imprévisible et de la disparition de l'intérêt d'avoir une justice à

deux niveaux avec un appel où tant les faits que le droit peuvent être discutés.

En termes de provision, ce changement procédural devra être pris en compte car le délai entre le début de l'action et une potentielle condamnation avec obligation de paiement sera nécessairement plus court.

Si l'autre partie est suspectée de ne pas pouvoir honorer un remboursement en cas d'arrêt d'appel infirmatif, cela devra également être pris en compte dans l'évaluation du risque associé au dossier.

Mise en état : incitation à la voie conventionnelle et à la purge des incidents de procédure

La mise en état, phase d'instruction des procédures écrites en matière civile, est devenue pour les juridictions une phase tampon permettant de gérer le flux des affaires allouées à chaque formation. C'est pourquoi, dans une démarche d'optimisation de l'instance, elle n'a pas échappé à la réforme.

Pour redynamiser cette phase de l'instance, la réforme agit sur deux leviers.



D'une part, elle entend inciter les parties à opter pour une mise en état conventionnelle. Ainsi, le juge chargé de la mise en état interrogera les parties dès l'audience d'orientation pour savoir si elles souhaitent conclure une Convention de Procédure Participative aux fins de Mise en Etat (CPPME). Le recours à une telle procédure permettra aux parties, selon qu'elles soient ou non en mesure d'évaluer la durée prévisionnelle de leur mise en état, d'obtenir une date de clôture et une date d'audience dès le début de la procédure ou de voir leur affaire fixée à bref délai. Dans ce cadre, la réforme s'appuie sur les mécanismes déjà existants de la procédure participative et des actes contresignés par avocat tels qu'organisés par le décret n° 2017-892 du 6 mai 2017.

D'autre part, le nouvel article 789 du Code de Procédure Civile donne pouvoir au juge de la mise en état pour connaître des fins de non-recevoir. Il s'agit ici d'une innovation majeure de la réforme dès lors qu'elle permettra enfin d'éviter qu'une instance irrecevable se prolonge inutilement au fond. Sur ce point, le législateur a dépassé les limites naturelles de la mise en état en prévoyant un dispositif particulier lorsque la fin de non-recevoir suppose qu'une question de fond soit tranchée au préalable.

Les entreprises peuvent donc enfin s'attendre à une meilleure prévisibilité du calendrier de procédure.

Par ailleurs, c'est un réel système de purge des incidents de procédure dès le début de l'instance qui est consacré, à l'instar des "motion to dismiss" à l'américaine. Ceci devrait permettre de raccourcir les délais et d'enfin limiter le nombre de recours abusifs.

Une obligation de tentative de règlement amiable préalable

La réforme participe au mouvement enclenché ces dernières années de promotion des méthodes alternatives de règlement des litiges. C'est ainsi que dès que la demande vise au paiement d'une

somme d'argent, les parties devront informer les juridictions des démarches amiables entreprises. En particulier, tout recours pour une somme inférieure à 5.000 euros devra impérativement être précédé d'une tentative de règlement amiable. Dès lors, de nombreux conflits avec des consommateurs par exemple devront se soumettre à cette étape procédurale préalable. Par ailleurs, la réforme offre la possibilité pour le juge, à tout moment de la procédure, d'enjoindre les parties de rencontrer un médiateur pour un entretien informatif.

En pratique, on observe déjà que les tribunaux font plus qu'enjoindre à une rencontre, ils poussent très fortement à ce que les parties tentent une médiation et ce même au stade de l'appel. Les entreprises devront prendre cela en compte dans leur stratégie procédurale et mettre en perspective cette possibilité de règlement amiable avec le fait que l'exécution provisoire est désormais de droit.

Secret des affaires : une exception à l'exécution provisoire de droit

Il est également important de souligner que le décret réformant la procédure civile ne porte pas atteinte à l'édifice constitué par la loi du 30 juillet 2018 sur le secret des affaires et par son décret d'application. Conformément aux articles R. 153-8 et R. 153-9 du Code de Commerce, les décisions rendues en matière de secret des affaires ne peuvent être assorties de l'exécution provisoire lorsqu'elles font droit à la demande de communication ou de production de pièces. Dès lors, le secret des affaires échappe au principe de l'exécution provisoire des décisions de justice instauré par la réforme de la procédure civile.

Une telle solution est la bienvenue compte tenu de la sensibilité des informations couvertes par le secret des affaires.

France - Reform of civil procedure rules – What's in it for businesses?

The flagship reform of civil procedure in France entered into force on 1 January 2020 after having been published in the *Journal Officiel* only 15 days earlier. It is undoubtedly going to lead to a lot of case law considering all the changes made. Here are four points to remember that seem essential in the scope of the defence of our clients.

Automatic provisional enforcement: a source of insecurity for businesses

Whereas up until now it had been an exception, the provisional enforcement of court decisions has become automatic for all proceedings launched in civil law matters since 1 January 2020. The only exceptions are decisions handed down in matters of nationality, rectification and judicial annulment of civil status, adoption and filiation official documents. Similarly, provisional enforcement is not currently extended to decisions handed down by the Labour Courts or by the Commercial and First Instance Courts for decisions relating to personal bankruptcy and management bans.

Pursuant to the provisions of Articles 514-1 to 514-6 of the French Code of Civil Procedure, provisional enforcement will be dismissed by the Judge on the merits if it is “incompatible with the nature of the case” or if there is a risk it could lead to “manifestly excessive consequences”. In the case of an appeal, it can be suspended only if there is a serious ground for annulment or reversal and the provisional enforcement is likely to lead to manifestly excessive consequences. In concrete terms, this means that in the absence of an express and reasoned objection to provisional enforcement in the first instance submissions, it will be automatically ordered by the Judge.

While one can faintly understand the objective of the Decree, which is to encourage alternative dispute resolution methods, this reform also means financial insecurity for companies faced with an often unpredictable first instance legal system and the lack of interest in having a two-tier legal system with an appeal where the case is tried *de novo*.

In terms of planning for the reserve attached to a case, this procedural change will have to be taken into account because the time period between the beginning of the action and a potential condemnation with a payment obligation will necessarily be shorter (i.e. until the first judge's decision and not until the Court of Appeal's decision).

If the other party is suspected of not being able to reimburse the amount paid in the case of an appellate decision overturning the first instance decision, this will also have to be taken into account when assessing risks related to a case

Status hearings: encouraging the conventional route and getting rid of procedural pleas

The pre-trial phase, during which the status of the written proceedings in civil matters are checked has become a buffer phase for Courts, enabling them to manage the flow of cases allocated to each bench. This is the reason why, in an effort to optimise the proceedings, this phase has not avoided the reform. In order to revitalise this step of the proceedings, the reform acts on two levels.



On the one hand, it seeks to encourage the parties to enter into a new kind of agreement. In this case, the Judge in charge of the Procedural Matters will interrogate the parties during the preliminary hearing in order to find out if they wish to enter into an Agreement on Participative Proceedings for the Pre-Trial Proceedings [CPPME]. Such a choice will enable the parties, depending on whether or not they are able to assess the estimated duration of their pre-trial proceedings, to obtain a deadline for each procedural step as well as a hearing date as soon as the proceedings start or to have their case scheduled for trial quickly. In this scope, the reform is based on the already existing mechanisms of participatory proceedings and documents signed by lawyers as organised by Decree no. 2017-892 from 6 May 2017.

On the other hand, new Article 789 of the French Code of Civil Procedure authorises the Judge in charge of Procedural Matters to settle inadmissibility pleas. This is a major innovation of the reform since it will finally make it possible to prevent an inadmissible case from being prolonged unnecessarily on the merits. In this respect, the legislator went beyond the natural limits of pre-trial proceedings by providing for a special mechanism when the plea of inadmissibility presupposes that a question on the merits is settled beforehand.

Companies can therefore finally expect greater foreseeability of their procedural timeframe.

Moreover, it is a real system for purging procedural pleas from the outset of the proceedings that is established, just like the American-style “motion to dismiss”. This should make it possible to shorten the time duration of actions and finally limit the number of abusive actions.

An obligation to attempt a prior amicable settlement

The reform is part of the movement set in motion these past few years to promote alternative dispute resolution methods.

As soon as the request aims at the payment of an amount of money, the parties will have to inform the Courts of the amicable measures taken. In particular, any action for an amount of less than 5,000 Euros must be preceded by an attempt at an amicable settlement. Consequently, many disputes with consumers, for example, will have to undergo this preliminary procedural step. Furthermore, the reform offers the possibility for the Judge, at any stage of the proceedings, to order the parties to meet a mediator for an informative meeting.

Practically speaking, it can already be noted that the Courts are doing more than just ordering a meeting, they are pushing very strongly for the parties to attempt mediation, even at the appellate stage. Companies will have to take this into account in their procedural strategy and put this possibility of amicable settlement into perspective with the fact that provisional enforcement is now automatic.

Trade secret: an exception to automatic provisional enforcement

It should also be pointed out that the Decree reforming civil procedure rules does not violate the foundations put into place by the Law of 30 July 2018 on trade secret and by its implementation decree. Pursuant to Articles R. 153-8 and R. 153-9 of the French Commercial Code, the decisions handed down regarding trade secret cannot be granted provisional enforcement when they accede to the request for exhibits to be communicated or produced. As a consequence, trade secret is not concerned by the principle of provisional enforcement of Court decisions put into place by the reform of civil procedure rules.

Such a solution is welcome considering the sensitiveness of the information covered by trade secret.



▣ PARIS



▣ LONDON



▣ GIBRALTAR



Sylvie Gallage-Alwis
PARTNER

sylvie.gallage-alwis@signaturelitigation.com



Deborah Azerraf
ASSOCIATE

deborah.azerraf@signaturelitigation.com

PARIS

Signature Litigation AARPI
49/51 avenue George V,
75008 Paris
+33 (0)1 70 75 58 00



Alice Decramer
ASSOCIATE

alice.decramer@signaturelitigation.com



Gaëtan de Robillard
ASSOCIATE

gaetan.derobillard@signaturelitigation.com

LONDON

Signature Litigation LLP
138 Fetter Lane,
London EC4A 1BT
+44 (0)20 3818 3500

GIBRALTAR

Signature Litigation
7 Governor's Street,
Gibraltar GX11 1AA
+350 200 10 900

EMAIL

info@signaturelitigation.com